



RCS : LIMOGES
Code greffe : 8701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 00145
Numéro SIREN : 488 930 694
Nom ou dénomination : AUYANTEPUY

Ce dépôt a été enregistré le 29/04/2016 sous le numéro de dépôt 1361

AUYANTEPUY
Société par actions simplifiée
au capital de 106.000 euros
Siège social : La Bergerie Batissou
87570 RILHAC RANCON
488 930 694 RCS LIMOGES

Enregistré à : S.I.E. DE LIMOGES
Le 18/01/2016 Bordereau n°2016/109 Case n°9
Enregistrement : 375 € Pénalités : 38 €
Total liquidé : quatre cent treize euros
Montant reçu : quatre cent treize euros
La Contrôleuse principale des impôts

PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 27 NOVEMBRE 2015

L'an deux mille quinze et le vingt sept novembre,

Monsieur Julien TOUMIEUX demeurant à RILHAC RANCON (Haute-Vienne) - La Bergerie Batissou, agissant en qualité de Président, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision collective du 10 octobre 2015,

A par les présentes, fait les constatations et pris les décisions suivantes :

CONSTATATIONS

Le Président constate que par décision collective des associés en date à LIMOGES du 10 octobre 2015, il a été décidé de réduire le capital d'un montant de 26.500 Euros, pour le ramener de 106.000 euros à 79.500 euros par voie de rachat, en vue de leur annulation, des 2.650 actions que Monsieur Xavier SOYER détient dans le capital de la Société, moyennant le prix global de 204.058 euros, la différence entre le prix global de rachat (204.058 euros) et la valeur nominale des titres rachetés (26.500 euros) soit 177.558 euros, étant imputée sur le compte « Prime d'Emission ».

Le Président après avoir rappelé que la décision susvisée a été prise sous les conditions suspensives suivantes :

1. Absence d'opposition ou en cas d'oppositions, rejet de celles-ci par le Tribunal de Commerce de LIMOGES,
2. Main levée des cautionnements consentis par Monsieur Xavier SOYER en garantie des engagements de la société AUYANTEPUY et de ses filiales. La liste des cautionnements demeure ci-annexée. Il est précisé que cette dernière condition est stipulée dans l'intérêt de Monsieur Xavier SOYER,
3. Main levée du nantissement consentis à FINAMUR par Monsieur Xavier SOYER sur le parts de la société K2 (RCS LIMOGES 802 897 967),

Constate que :

1. conformément au certificat de non opposition délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de LIMOGES le 16 novembre 2015 (copie ci-annexée), aucune opposition à la réduction de capital susvisée n'a été formée dans le délai légal.

Christine CHARD
Contrôleuse principale
des Finances Publiques

1

1

2. Conformément aux courriers ci-annexés, les bénéficiaires des cautionnements consentis par Monsieur Xavier SOYER en garantie des engagements de la société AUYANTEPUY et de ses filiales ont donné leur main levée et la cession des parts de K2 a été autorisée.

En conséquence, le Président constate que la réduction de capital est devenue définitive.

DECISIONS

PREMIERE DECISION

Le Président décide, conformément aux pouvoirs qui lui avaient été donnés par décision collective du 10 octobre 2015 et en conséquence des constatations qui précèdent, de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

« ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société d'un montant de 80.000 euros et formant le capital d'origine sont des apports de numéraire, libérés dans la proportion prévue par la loi, à concurrence de 78.600 Euros et des apports en nature à concurrence de 1.400 Euros.

Suivant Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 2011, le capital a été augmenté de 26.000 euros, pour être porté à 106.000 euros, par émission de 2.600 actions au prix de 125 euros.

Par décision collective du 10 octobre 2015, devenue définitive le 16 novembre 2015, le capital social a été réduit de 26.500 euros pour le ramener de 106.000 euros à 79.500 euros par annulation de 2.650 actions

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 79.500 euros.

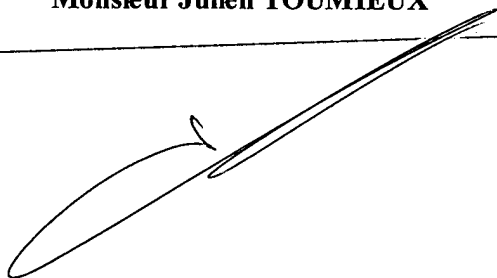
Il est divisé en 7.950 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros chacune. »

SECONDE DECISION

Le président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Un exemplaire des présentes sera remis à Maître Martial DAURIAC, séquestre, afin que ce dernier procède, contre remise des ordres de mouvements signés par Monsieur Xavier SOYER, au paiement des sommes revenant à ce dernier conformément à la décision collective du 10 octobre 2015.

Monsieur Julien TOUMIEUX



TRIBUNAL

Limoges, le 16 NOVEMBRE 2015

**DE COMMERCE
DE LIMOGES**

18 PLACE WINSTON CHURCHILL
BP 3130
87031 LIMOGES CEDEX

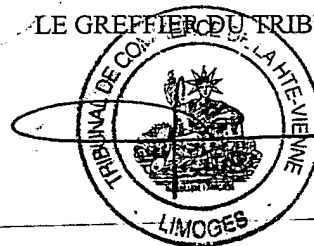
Tel : 05.55.34.60.75

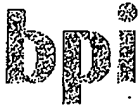
CERTIFICAT DE NON-OPPOSITION

NOUS, L. PILLE, C. MARTOWICZ, GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIMOGES, CERTIFIONS QU'A CE JOUR AUCUNE OPPOSITION RELATIVE A LA REDUCTION DU CAPITAL DE LA SAS AUYANTEPUY DONT LE SIEGE SOCIAL EST LA BERGERIE BATISSOU 87570 RILHAC-RANCON N° RCS LIMOGES B 488 930 694 DEPOSEE AU GREFFE LE 19/10/2015 N'A ETE DECLAREE ET INSCRITE AUPRES DE NOS SERVICES.

EN FOI DE QUOI, IL A ETE DELIVRE LE PRESENT CERTIFICAT POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

LE GREFFIER DU TRIBUNAL,





Service Immobilier Energie Environnement
Direction du Réseau OUEST
63 Quai Magellan – BP 42304
44023 NANTES CEDEX 1

NANTES , le 16 septembre 2015

Catherine DARCHE
☎ : 02 51 72 94 21
Fax : 01 41 79 98 99
catherine.darche@bpifrance.fr
Dossiers SARL YERTOUCOM3671355/02
SCI CANIS MAJORIS COM3753802/01

GRUPE AUYENTEPUY
Madame Delphine BEX
La Bergerie Batisou
87570 RILHAC RANCON

Madame,

Nous avons examiné avec la meilleure attention la demande que vous nous avez présentée, relative à la mainlevée de l'engagement de caution de Monsieur Xavier SOYER dans le cadre de la cession des titres qu'il détient dans les sociétés YERTOUCOM et SCI CANIS MAJORIS.

Nous vous confirmons notre accord, pour donner mainlevée de la caution solidaire de Monsieur Xavier SOYER, en garantie des prêts suivants :

- Prêt de 150 000 euros accordé à la SARL YERTOUCOM régularisé le 30 août 2012 d'une durée de 12 ans, portant sur les travaux d'aménagement du bâtiment de Feytiat (87220)
- Prêt de 187 000 euros accordé à la SCI CANIS MAJORIS régularisé le 02 juillet 2012 d'une durée de 15 ans, portant sur l'acquisition d'un ensemble immobilier à Feytiat (87220) destiné au montage des accessoires

CONDITIONS PARTICULIERES :

- Accord préalable des autres cautions solidaires, personnes physiques
- Accord identique du CIC Ouest
- Justification de la réalisation effective de la cession des parts détenues par Monsieur Xavier SOYER dans les sociétés YERTOUCOM et SCI CANIS MAJORIS
- Date limite de validité de l'accord : 3 mois à compter de ce jour,
- Frais de gestion de 500 EUR
- Tout impayé relatif à l'un quelconque des concours de Bpifrance Financement rendra de plein droit cet accord caduc.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Isabelle CAILLAUD
Responsable du service Immobilier Energie
Environnement

Salerno Sylvie

De: Delphine Bex <delphine@ayantepuy.fr>
Envoyé: vendredi 25 septembre 2015 23:07
À: Salerno Sylvie
Objet: Fwd: Levée Garantie Auyantepuy M SOYER demande de protocole pour cession des parts des Stés.

Delphine Bex
La Bergerie Batissou
87570 Rilhac Rancon
06 13 81 12 53

AUYANTEPUY
GROUPE

delphine@ayantepuy.fr

Début du message réexpédié :

De: BUTON Frederic <frederic.buton@creditmutuel.fr>
Objet: RE: Levée Garantie Auyantepuy M SOYER demande de protocole pour cession des parts des Stés.
Date: 25 septembre 2015 17:47:34 UTC+2
À: Delphine Bex <delphine@ayantepuy.fr>

Delphine,

Je vous confirme, sous réserve de la bonne signature du protocole, notre accord pour la levée de la Caution de M SOYER et substituée pour 110k€ par vous-même.

Dans l'attente du protocole signé et de votre accord pour mise en place.

Bien cordialement .

Frédéric BUTON

Chargé clientèle Entreprise

Tél. 02 51 47 51 63 - Fax 01 49 74 32 54
Mail service : cmo4240@creditmutuel.fr
Mail direct : frederic.buton@creditmutuel.fr

N°ORIAS 07 027 974

Salerno Sylvie

De: Delphine Bex <delphine@auyantepuy.fr>
Envoyé: mercredi 7 octobre 2015 18:53
À: Salerno Sylvie
Objet: Fwd: accord Crédit Agricole - SCI K2

Début du message réexpédié :

De: TEXIER Virginie <Virginie.TEXIER@ca-cmds.fr>
Date: 7 octobre 2015 15:26:47 UTC+2
À: "Delphine Bex (delphine@auyantepuy.fr)" <delphine@auyantepuy.fr>, "Julien Toumieux (julien@auyantepuy.fr)" <julien@auyantepuy.fr>
Cc: ROUSSEAU Marie-francoise <Marie-Francoise.ROUSSEAU@ca-cmds.fr>
Objet: accord Crédit Agricole - SCI K2

Madame BEX, Monsieur TOUMIEUX,


Nous vous confirmons notre accord concernant les modifications sur le crédit-bail immobilier de la SCI K2 suite à la sortie de Xavier SOYER, à savoir :

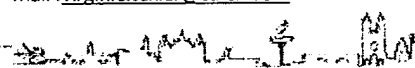

- > report du cautionnement de X SOYER par les associés restants,
- > maintien ou reprise du nantissement des parts cédées,
- > maintien de l'engagement de non cession sans l'accord préalable et écrit de Finamur,

Je reste à votre disposition.

Bonne journée

Au plaisir d'échanger avec vous prochainement,


Virginie TEXIER
Chargée d'Affaires Entreprises
Agence Entreprises Niort
4 Bd Louis Tardy 79028 Niort
fixe : 05.49.26.23.54 / mobile : 06.74.84.63.27
mail : virginie.texier@ca-cmds.fr



www.ca-cmds.fr - www.ca-c-nous.fr

CAISSE REGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CHARENTE-MARITIME DEUX-SÈVRES
Société Coopérative à Capital Variable agréée en tant qu'établissement de Crédit
Siège social : 12 boulevard Guillet-Maillet 17117 SAINTES CEDEX - 399 354 810 RCS Saintes
Société de Courtage d'Assurance Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numero : 07 023 464

Ce message et toutes les pièces jointes (ci-après le "message") sont établis à l'attention exclusive de ses destinataires. Si vous recevez ce message par erreur, merci de le détruire et d'en avvertir immédiatement l'expéditeur par e-mail. Toute utilisation de ce message non conforme à sa destination, toute diffusion ou toute publication, totale ou partielle, est interdite, sauf autorisation expresse. Les communications sur Internet n'étant pas sécurisées, l'expéditeur informe qu'il ne peut accepter aucune responsabilité quant au contenu de ce message.

This mail message and attachments (the "message") are solely intended for the addressees. It is confidential in nature. If you receive this message in error, please delete it and immediately notify the sender by e-mail. Any use other than its intended purpose, dissemination or disclosure, either whole or partial, is prohibited except if formal approval

Salerno Sylvie

De: Delphine Bex <delphine@auyantepuy.fr>
Envoyé: mercredi 2 septembre 2015 18:09
À: Salerno Sylvie
Objet: Fwd: Sortie M. Xavier Soyer

Bonne nouvelle

Et de une !

Delphine Bex
La Bergerie Batissou
87570 Rilhac Rancon
06 13 81 12 53



delphine@auyantepuy.fr

Début du message réexpédié :

De: ANDRADES Nathalie <nathalie.andrades@CIC.FR>
Objet: RE: Sortie M. Xavier Soyer
Date: 2 septembre 2015 15:03:59 UTC+2
À: Delphine Bex <delphine@auyantepuy.fr>
Cc: MANIGAUD Geneviève <genevieve.manigaud@CIC.FR>

Bonjour Delphine,

J'étais absente la semaine dernière mais je viens de voir que j'ai obtenu un accord pour la levée pure et simple des cautions de Xavier Soyer sur Canis Majoris et Yertou, de même que la délégation d'assurance.
Nous préparons les avenants.

Cordialement

Nathalie ANDRADES

CIC Ouest

Chargée d'affaires entreprises
Indre Haute-Vienne Entreprises
05.55.10.79.12 / 06.77.66.91.17
nathalie.andrades@cic.fr

De : Delphine Bex [<mailto:delphine@auyantepuy.fr>]
Envoyé : mercredi 2 septembre 2015 14:42
À : ANDRADES Nathalie
Objet : Fwd: Sortie M. Xavier Soyer

Bonjour Nathalie

Je reviens vers vous concernant ma demande du 25 juillet (cf mail ci dessous) car je n'ai pas de retour de votre part sur le sujet.

Vous remerciant par avance.

Bonne fin de journée

Delphine Bex
La Bergerie Batissou
87570 Rilhac Rancon
06 13 81 12 53



delphine@auyantepuy.fr

Début du message réexpédié :

De: Delphine Bex <delphine@auyantepuy.fr>
Objet: Sortie M. Xavier Soyer
Date: 25 juillet 2015 16:01:46 UTC+2
À: Nathalie Andrades <nathalie.andrades@CIC.FR>

Bonjour Nathalie

Faisant suite à la démission de Xavier Soyer en tant que mandataire social du groupe Auyantepuy, nous travaillons actuellement sur le rachat de parts de SCI.

C'est dans ce contexte que je vous demande de bien vouloir levée les cautions suivantes contractées historiquement sur la tête de M. Xavier Soyer :

- SCI Yertou : prêt 14503 200043 002 02
- SCI Yertou : prêt 14503 200043 002 04
- SCI Canis Majoris : prêt-14503 200396 002 02

Compte tenu du capital restant dû des prêts de ces deux entités, nous ne souhaiterions pas substituer, si possible, de nouvelles garanties en lieu et place de celles consenties par M. Xavier Soyer.

Dans l'attente de votre position sur notre demande

Bien cordialement

Delphine Bex
La Bergerie Batissou
87570 Rilhac Rancon
06 13 81 12 53



delphine@ayantepuy.fr

Ce message et toutes les pièces jointes sont confidentiels et établis à l'intention exclusive de son ou ses destinataires. Si vous avez reçu ce message par erreur, merci d'en avvertir immédiatement l'émetteur et de détruire le message. Toute modification, édition, utilisation ou diffusion non autorisée est interdite. L'émetteur décline toute responsabilité au titre de ce message s'il a été modifié, déformé, falsifié, infecté par un virus ou encore édité ou diffusé sans autorisation.

This message and any attachments are confidential and intended for the named addressee(s) only. If you have received this message in error, please notify immediately the sender, then delete the message. Any unauthorized modification, edition, use or dissemination is prohibited. The sender shall not be liable for this message if it has been modified, altered, falsified, infected by a virus or even edited or disseminated without authorization.



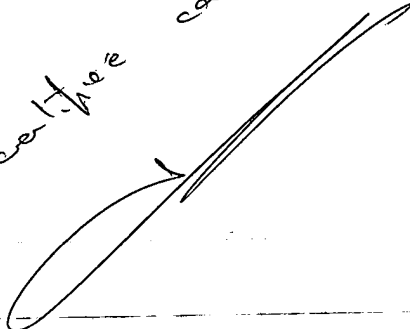
AUYANTEPUY

**Société par actions simplifiée
au capital de 79.500 euros
Siège social : La Bergerie Batissou
87 570 RILHAC RANCON
488 930 694 RCS LIMOGES**

STATUTS

(mis à jour en date du 27 novembre 2015)

copie certifiée conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke and a vertical stroke.

ARTICLE 1er - FORME

Constituée sous la forme de société à responsabilité limitée suivant acte sous seing privé en date à LIMOGES (Haute-Vienne) du 23 février 2006, enregistré au SIE de LIMOGES EST le 1^{er} mars 2006, Bordereau n°2006/241, Case n°18, la société a régulièrement été transformée en société par actions simplifiée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre 2011.

La société régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée **AUYANTEPUY**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition et la gestion de titres composant le capital de toute société ;
- L'accomplissement de prestations de services notamment administratives et informatiques au profit de ses filiales ou autres ;
- Le groupement d'achat pour le compte de ses filiales et plus généralement, l'achat, la vente et la location de tous biens en lien avec l'activité de ses filiales ;
- La centralisation de cartes grises ;
- La réalisation de toutes opérations financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est fixé à RILHAC RANCON (Haute-Vienne) – La Bergerie Batissou.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit du 8 mars 2006, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société d'un montant de 80.000 euros et formant le capital d'origine sont des apports de numéraire, libérés dans la proportion prévue par la loi, à concurrence de 78.600 Euros et des apports en nature à concurrence de 1.400 Euros.

Suivant Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 2011, le capital a été augmenté de 26.000 euros, pour être porté à 106.000 euros, par émission de 2.600 actions au prix de 125 euros.

Par décision collective du 10 octobre 2015, devenue définitive le 27 novembre 2015, le capital social a été réduit de 26.500 euros pour le ramener de 106.000 euros à 79.500 euros par annulation de 2.650 actions

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 79.500 euros.

Il est divisé en 7.950 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros chacune.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

La collectivité des associés est compétente pour augmenter le capital par décision extraordinaire. Elle peut déléguer cette compétence au président de la société dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au président de la société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés par décision de justice.

La collectivité des associés peut aussi par décision extraordinaire augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-proprétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision extraordinaire des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision extraordinaire des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision extraordinaire des associés.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision extraordinaire des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus, faire acquérir les titres, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet.

La société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

ARTICLE 15 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propiétaire dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Toutefois, la société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, exclues du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage

particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 17 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné, pour une durée limitée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision collective ordinaire des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion, d'une part, des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par décision collective ordinaire des associés.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIÉ

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote

supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la société de toutes autres décisions collectives.

ARTICLE 20 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, y compris toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, ainsi que les opérations suivantes :

- l'émission d'obligations,
- l'agrément préalable des cessions et transmissions de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

ARTICLE 21 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée quinze (15) jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est élargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 22 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la société.

2. Sous ces réserves, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

3. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la

disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 26 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le président de la société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la société.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président de la société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 28 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

ARTICLE 29 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par des dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président de la société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, par une décision collective ordinaire, statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article 16.

Statuts mis à jour suivant décision du Président du 27 novembre 2015.